

## Point 3

# **Conseil national du 23 juin sur l'Europe et document de travail sur le projet européen**

## DOCUMENT DE TRAVAIL – CONSEIL NATIONAL SUR L'EUROPE

**Notre destin se trouve dans l'Europe**

## Restaurer la confiance et accroître l'efficacité européenne

**CESSER LES HYPOCRISIES ET RELANCER LE MOTEUR EUROPEEN**

Aller plus loin dans l'intégration sociale, économique et politique.

L'Europe étouffe, elle étouffe parce qu'elle est prisonnière de trop nombreuses contradictions.

Nous, Européens, nous voilà affaiblis sur la scène mondiale, l'Europe, a connu les guerres, l'Occupation, la barbarie.

Depuis 30 ans, tous les gouvernements agitent des hypocrisies et ne sont pas capables d'assumer leurs positions. L'Europe est brandie comme un bouc émissaire qui permet d'évacuer à bon compte les responsabilités nationales

L'Europe a été dirigée par des hommes et des femmes qui n'y croyaient pas depuis les années 1990 et qui ont laissé un culte déraisonnable de la concurrence "libre et non faussée" en oubliant le rôle de régulation de la puissance publique.

Chaque fois qu'une mesure impopulaire est prise, ou s'impose à nous, « c'est la faute à Bruxelles », « c'est la faute de l'Europe ».

Plutôt que de la construire, beaucoup ont passé leur temps à la déconstruire. L'Europe s'est délitée parce qu'elle a eu bon dos.

Pourtant l'Europe peut apporter, **pourtant l'Europe est notre dernière chance**. Si l'Europe n'est plus le centre du monde, elle reste son poumon.

Personne n'explique pourquoi l'Europe souffre de certains maux et personne n'explique jamais les bienfaits de l'Europe. Une partie de notre destin national se joue sur le terrain européen. Face aux menaces sécuritaires, mais aussi face au changement climatique, à la dépendance énergétique, ou aux migrations, les solutions strictement nationales sont inopérantes

Aucun président, aucun Premier ministre, aucun gouvernement depuis 35 ans n'a accepté

d'assumer la responsabilité des lois européennes, quand elles sont impopulaires. On a trop souvent imputés les échecs collectifs des états européens à "trop d'Europe". Bien au souvent, au contraire, c'est parce qu'il y avait pas assez d'Europe que nous avons échoué. Les lâchetés et les égoïsmes des Etats n'ont pas permis de prendre les décisions qui s'imposaient à l'échelon européen. C'est donc plus d'Europe politique, plus de fédéralisme dont nous avons besoin.

Transcrites dans le droit français, ces décisions comme ils le disent sont prises non pas «par», mais «à» Bruxelles. C'est pourtant parce que les responsables politiques français y sont allés et ont accepté, en partenariat avec les autres gouvernements, de nouvelles règles européennes, que nous les transposons en droit français et que nous les entérinons au niveau national.

Inversement, à chaque fois qu'une décision jugée positive est prise, elle serait de notre fait, à Paris, bravo, Paris.

Il faudrait au contraire parfois devenir « franco-sceptiques » en constatant que certains de nos voisins s'en sortent mieux que nous. (Reprise économique, croissance, chômage, commerce extérieur, etc)

En fait, rien ne nous est imposé, comme s'il s'agissait d'une entité extérieure qui décide, puisque le gouvernement français a donné son accord. La règle de l'unanimité a été remplacée par celle de la majorité qualifiée, mais les grands pays comme la France, membre fondateur, ont tout de même toute latitude à s'opposer avec efficacité, s'ils le souhaitent...

Beaucoup ont une manière de fustiger les fonctionnaires de Bruxelles, et de se dédouaner pour dissimuler de grandes lâchetés.

A cela s'est ajouté la montée de l'europhobie et des euroscepticisms qui entravent le dynamisme de notre Union. La petite lâcheté

politique habituelle désigne l'Europe comme le père Fouettard des Français. Certaines formations souverainistes, populistes et extrémistes, en font leur fonds de commerce. Elles ont caricaturé l'Europe à l'extrême pour assouvir leurs fins politiques.

Face au repli, face aux nationalismes de droite et de gauche, face aux extrêmes qui trouvent dans l'Europe un bouc-émissaire facile pour couvrir leurs contradictions et leurs inepties coupables, ce projet européen doit être défendu.

Ceux qui n'ont que le mot souveraineté à la bouche sont en réalité ceux qui sont prêts à la brader, à amputer notre capacité collective à influencer sur le monde et à défendre notre modèle de société, pour leurs petits intérêts partisans.

Nous véhiculons tant d'idées fausses sur l'Europe ! Avant toute chose, l'Europe, c'est nous-mêmes, avec nos voisins et amis, autour d'une table de négociation. Cette communauté de destin ne se fait pas en dehors de nous. La France pèse de tout son poids au sein de l'Union. Rien ne se fait jamais contre nous ni sans nous. Quand nous négocions à Bruxelles, il est malhonnête de dire: «On n'a pas pu l'empêcher.» C'est une vision trompeuse des réalités. Il nous est aisé, et en tout cas toujours possible, avec notre capacité de blocage, de trouver des arrangements. Il est facile de revenir à Paris en ayant fait des concessions qui ne sont ensuite pas assumées devant les Français.

Finalement, l'Europe a été prisonnière des égoïsmes nationaux et n'a pas anticipé l'évolution du monde. Aujourd'hui l'Europe fait s'asseoir tant de monde autour de la table, sans aller au fond des choses.

L'Europe a besoin de projet, elle a besoin de cadre démocratique, budgétaire et juridique adéquats.

**Notre Europe a encore besoin de construction commune, nous avons besoin d'un approfondissement de l'Union, d'une véritable mutualisation des moyens, d'une véritable gouvernance, d'une défense européenne, d'un traitement collectif des problèmes migratoires, d'une prise de**

**conscience commune des enjeux commerciaux et environnementaux.**

L'Europe ne peut pas répondre aux grands défis si elle n'est perçue que comme un espace de libre-échange économique, une Europe marchande, avec ses contraintes, ses quotas, ses règlements pointilleux. **Nous voulons bâtir une Europe audacieuse** qui protège car nous vivons dans un monde instable et de plus en plus polarisé.

**Il faut pour l'Europe un projet d'avenir faisant de l'Europe un avantage bien plus qu'un inconvénient.** Faute de cela, une gangrène xénophobe montera car elle compense l'insécurité économique par une demande de sécurité identitaire. Pour que l'Europe fonctionne enfin, elle doit se donner les moyens de défendre nos modes de vie, nos économies, nos intérêts face aux grands ensembles mondiaux.

Nous avons un problème énergétique? Traitons-le. Nous avons un problème de compétitivité vis-à-vis d'un nombre croissant de pays en plein essor partout dans le monde? Abordons-le. Nous avons des spécificités à faire valoir dans un environnement toujours plus mondialisé? Imposons-les, au travers de l'Union européenne. Les démocraties occidentales, comme la nôtre, parce qu'elles veulent rester dans la compétition, se laissent déposséder de tout, y compris de leur technologie de pointe, pour vendre quelques Airbus ou du nucléaire, certes valorisants, mais qui ne pèsent pas grand-chose face à l'invasion massive des productions venues d'Asie. Au nom de l'OMC, sous la pression conjuguée des États-Unis et de ces pays émergents, nous renonçons à emmener l'Europe dans une voie qui pourrait imposer un équilibre plus équitable. Nous renonçons à peser, nous préférons paraître. Il faudrait pourtant repenser nos échanges avec ces nouvelles puissances.

Il nous faudrait du pragmatisme et de l'ambition sur notre capacité à rebondir, à développer des souverainetés partagées au travers d'une vraie Europe politique, à trouver des marchés hors des frontières.

L'Europe a besoin d'intégration. Le projet

européen n'est plus compris ni sérieusement défendu. L'Europe doit être autre chose qu'un grand marché.

Valéry Giscard d'Estaing, le répète depuis si longtemps : il nous faut créer deux cercles bien distincts: une Europe puissance et une Europe simplement géographique. La première défendant un socle de valeurs fortes, communes, acceptant des partages de souveraineté dans des domaines très politiques. La seconde se contentant d'être un espace de libre-échange qui fixe ses règles de concurrence interne afin qu'elles soient à peu près loyales.

Pourtant, c'est la seule chance pour nos pays de défendre leurs modes de vie. Nous devons relancer la machine et ne pas nous contenter de l'ordre établi.

Les enjeux de demain ne se feront sur la sécurité, la gestion de la politique migratoire, la recherche, l'innovation, la connaissance. Nous sommes en concurrence avec l'Inde, la Chine, les États-Unis et la Russie sur notre capacité à développer de nouvelles technologies, dont dépend toute la production industrielle.

Pour avancer face aux grands enjeux nous avons besoin d'une « équipe Europe » avec des dirigeants nationaux qui ne reprennent plus d'une main ce qu'ils ont gagné de l'autre.

La construction européenne a permis de concrétiser un projet de paix sur notre continent meurtri par des siècles de guerre. L'heure est venue d'organiser les conditions d'une prospérité partagée par tous dans un monde inexorablement ouvert.

\*\*\*

### **DESSINER UNE EUROPE QUI PROTEGE FACE AU RESTE DU MONDE**

L'Europe doit réapprendre à offrir aux Européens une vision et un espoir pour l'avenir.

**Il faut que l'Europe sorte de sa naïveté et retrouve sa volonté politique.** L'Europe ne doit pas être à l'abri du monde mais affronter le monde.

Les Européens doivent maintenant démontrer qu'ils sont capables d'affronter ensemble les vrais défis du présent qui conditionnent l'Europe de demain: immigration, sécurité, gouvernance démocratique.

**Nous voulons créer une Europe motrice et remettre l'Europe en état de marche.** Nous voulons tout mettre en œuvre parce qu'elle est trop faible, trop lente, trop inefficace, mais l'Europe seule peut nous donner une capacité d'action dans le monde, face aux grands défis contemporains.

Sans Europe, la France ou tout autre Etat membre ne peut être que plus faible.

**Nous devons recentrer l'Europe sur des enjeux clefs, nous voulons une Europe plus intégrée qui cesse de se préoccuper de choses accessoires.**

Les références pour penser l'Europe ne permettent pas de proposer une perspective acceptable. L'Europe doit se recentrer sur ses missions stratégiques, où elle est en capacité d'agir et d'avoir un impact : la monnaie, la défense, la sécurité, les migrations, le contrôle des frontières extérieures, la politique de l'énergie, le numérique, la recherche et l'industrie, le co-développement avec le continent africain.

L'Europe n'est pas morte, mais elle peut mourir et nous entraîner dans sa chute si on ne lui donne pas désormais sa vraie signification, sa réelle légitimité, celle de nous donner les moyens de défendre nos intérêts, notre sécurité et nos modes de vie.

Il faut que l'Europe sorte de sa naïveté et retrouve sa volonté politique. L'Europe ne doit pas être à l'abri du monde mais affronter le monde.

Là où nos concurrents sont capables d'agilité et de prise de décisions rapide, l'Europe s'enlise dans d'interminables discussions C'est justement ce sentiment d'impuissance qui alimente l'euroscpticisme.

Les Européens doivent maintenant démontrer

qu'ils sont capables d'affronter ensemble les vrais défis du présent qui conditionnent l'Europe de demain

C'est le débat central, primordial pour notre pays comme pour notre continent. C'est le débat essentiel dont tous les autres découleront, sur lesquelles ceux qui dirigent la France depuis 35 ans, la Gauche, Les Républicains et les Extrêmes sont profondément divisés, alors que l'UDI représentant la Droite et le Centre de Progrès humaniste et fédéraliste est parfaitement unie. Cela nous confie une lourde responsabilité dans le débat national. Le projet européen est à reconstruire totalement pour donner à nos petites Nations, à nos peuples, la force de ne pas subir les grands ensembles mondialisés.

**L'Europe doit devenir plus politique et plus démocratique qu'elle ne l'est aujourd'hui, en donnant à la zone euro les instruments nécessaires pour avoir une influence réelle sur les enjeux du siècle qui vient.**

Pour un meilleur équilibrage des institutions et entre les Etats membres, nous prônons la création **d'une deuxième chambre européenne** afin de mieux ancrer l'Europe dans chaque pays et de mieux les associer dans la construction européenne.

L'Europe doit être l'espace du bien-vivre, qui ne laisse personne au bord du chemin et qui empêche le dumping social et fiscal entre les Etats-membres : **un corridor social et fiscal permettra l'harmonisation des législations nationales.**

L'Europe doit garantir la sécurité de ses citoyens et **créer un parquet européen et une police fédérale**, chargés de lutter contre la grande criminalité et le terrorisme, qui dépassent largement les frontières nationales, alors que les forces de sécurité y sont aujourd'hui circonscrites.

Pour accélérer le développement du continent, elle doit également **accentuer l'effort en faveur de grands programmes d'investissement, de recherche, de développement et encourager le déploiement d'une stratégie commerciale et industrielle commune.**

L'Europe a un impératif d'humanité à l'égard des migrants dans l'accueil qu'ils reçoivent : un Ministère européen des migrations permettra de mieux gérer et d'harmoniser les politiques d'asile et le contrôle des frontières extérieures.

Les grandes crises auxquelles nous avons à faire face ne peuvent avoir qu'une réponse européenne commune. L'Europe doit être à l'avant-garde de la lutte contre le réchauffement climatique, avec notamment et enfin une **taxe carbone européenne**. L'Europe est la seule voisine de l'Afrique, elle doit aider massivement au développement économique de ce continent, par exemple à travers un projet d'électrification de l'Afrique tel que porté par Jean-Louis Borloo, afin de transformer ce qui pourrait être une immense menace en formidable opportunité de co-développement.

### **FORGER UNE EUROPE FEDERALE MOTRICE**

Le fédéralisme européen fait partie de l'ADN de notre famille politique.

Héritière des pères fondateurs, notre famille politique porte dans ce débat une responsabilité particulière, celle de revendiquer notre distance face à la manière dont nos dirigeants ont conduit depuis 35 ans le projet européen, celle surtout de réveiller l'esprit d'audace qui présidait à l'origine du projet européen.

Depuis sa création, **l'UDI affirme sans aucune ambiguïté son attachement à la construction européenne, et défend une Europe puissance pour peser face aux géants du monde.**

L'Europe doit cesser de s'empêtrer dans des faux semblants, de s'enfermer dans des bricolages politiques et institutionnels. Il faut franchir un pas et réconcilier les démocraties européennes et la construction européenne. La trop forte déconnexion entre les instances décisionnelles européennes et les citoyens est la première cause du manque de légitimité du pouvoir européen.

L'Europe s'est construite sur le partage des pouvoirs.

Les Etats membres ont hésité à déléguer, n'ont

pas construit de contrôle démocratique véritable des institutions communes et se sont montrés bien timides, les pouvoirs démocratiques en Europe se sont donc affaiblis.

Mais la Démocratie, ce n'est pas moins de pouvoir, c'est le Pouvoir exercé dans sa plénitude, assumé dans ses épreuves, contrôlé dans ses détails et sanctionné, parfois même injustement.

L'une des conditions des progrès de l'Europe, c'est d'inventer des pouvoirs mieux contrôlés mais forts et capables de décisions. Au niveau national comme au niveau européen.

C'est le prix d'un nécessaire rebond européen car l'Europe a trop tergiversé sur ses réformes de fonctionnement.

**Il faut enfin simplifier, clarifier et moderniser le cadre réglementaire en Europe pour plus d'efficacité et de lisibilité.**

L'Europe est l'instrument indispensable pour ne pas subir la loi des grands ensembles mondiaux qui nous font face. L'Europe est l'outil nécessaire et le seul projet qui donnerait à chacun de nos pays le poids nécessaire pour ne pas subir la mondialisation mais en profiter.

Contre une Chine offensive sur le plan économique, une Russie agressive sur le plan politique, des Etats-Unis désormais imprévisibles, nous sommes convaincus que l'Europe peut être un bouclier face à l'instabilité de notre monde.

Pour se relancer, l'Europe a besoin d'un véritable système fédéral qui soit suffisamment souple et flexible. **Le système fédéral est riche en potentiels. Mais pour être efficace, il faut qu'il s'avoue comme tel avec un système institutionnel qui relie et intègre les politiques européennes.**

Le fédéralisme n'est pas une provocation intellectuelle comme certains aiment le dire, l'Europe a simplement mis en route le moteur fédéral à l'insu de ses peuples car on a oublié de leur expliquer des mesures de bon sens au profit d'agitation de souverainetés nationales.

Pour cette raison la construction de bon sens de l'Europe a souvent été occultée. Les progrès d'intégrations n'ont pas cessé d'être freinés.

En l'absence de fédéralisme, les pays se spécialisent différemment, ils deviennent hétérogènes, leurs niveaux de vie divergent, et si cette divergence n'est pas corrigée par des transferts liés au fédéralisme, elle conduit à des inégalités insupportables de niveau de vie entre les pays.

**Nous voulons une Europe fédérale, recentrée sur quelques objectifs pour nous protéger des effets pervers de la mondialisation, pour défendre nos intérêts face aux super-puissances, et donc pour défendre nos modes de vie et nos valeurs.**

Si les conditions politiques d'un saut fédéral à 28 ne semblent pas réunies aujourd'hui, les Etats dont l'ambition européenne se limite à la constitution d'une vaste zone de libre-échange ne doivent plus être en mesure de bloquer ceux qui aspirent à l'unification politique de notre continent. Pour nous, ce système fédéral doit associer que ceux qui le veulent et le peuvent. Dans le même temps, la fédération doit demeurer ouverte à ceux qui souhaitent la rejoindre et qui sont en mesure de le faire avec succès.

Dès lors, nous assumons qu'il y a désormais **clairement besoin de deux niveaux d'intégration clairement différenciés, l'un favorisant uniquement les échanges, l'autre ayant pour ambition de donner à nos pays fédérés le poids et les moyens de ne pas subir les changements en cours dans le monde, mais au contraire de les orienter, en d'autres termes de retrouver une souveraineté qui ait véritablement du sens à l'heure de la mondialisation.** Il doit exister un espace de libre échange, certes, mais pour tous les pays qui veulent reprendre leur destin en mains nous devons construire un véritable espace politique. Pour cela, il faut des mécanismes et des institutions incarnant cet intérêt général européen.

Nous voulons renforcer les liens constructifs entre les échelles nationales et l'échelle

européenne en renforçant par exemple les échanges entre parlements nationaux et européens, c'est pour cette raison que nous proposons **la création d'une deuxième chambre européenne.**

### **CONCILIER INTEGRATION ET EQUITE ECONOMIQUE**

L'Europe économique est aujourd'hui une réalité très imparfaite.

Nous devons bâtir une union monétaire avec des stratégies coopératives et coordonnées sinon la financiarisation engendrera plus d'inégalités entre les Etats membres.

Les traités pour l'heure ne prévoient peu ou pas d'outils ou d'institutions propres à la zone euro.

A l'UDI, nous voulons que l'Europe redevienne puissance au profit de nos intérêts économiques. C'est l'Europe qui nous permettra de peser économiquement dans un contexte de concurrence effréné. L'Europe doit se fixer des objectifs clairs et ambitieux.

Il faut un pouvoir économique européen qui exprime une ligne propre, une remise à plat du système budgétaire qui organise une solidarité plus large entre les Etats membres et la création au niveau européen d'une véritable entité monétaire internationale.

Nous devons recentrer l'Europe sur des enjeux stratégiques, nous voulons une Europe plus intégrée qui cesse de se préoccuper de choses accessoires.

Parce que qu'une zone monétaire unifiée ne peut fonctionner sans coordination des politiques notamment économiques il importe de franchir un nouveau cap à travers la création d'un **Ministère de l'Economie et des Finances de la zone euro** doté d'une réelle légitimité politique qui anime concrètement la mise en œuvre des politiques économiques. **Interlocuteur quotidien de la Banque centrale européenne en matière de stratégie monétaire, il serait également compétent pour définir la politique industrielle, énergétique et commerciale de la zone.**

En matière budgétaire, l'Union européenne est ligotée par un volume de dépenses rigoureusement plafonné.

**Redonner de l'ambition pour l'Europe exige un budget ambitieux et une réorganisation de ses paramètres budgétaires. (Le budget européen ne peut plus être conçu comme une variable d'ajustement des budgets nationaux).**

**Nous proposons de réformer les paramètres de ressources propres en redessinant l'architecture du système de financement de l'Union.** Le budget doit être pensé à la fois comme un outil de ressources communes d'investissement et de progrès qui crée de la valeur ajoutée mais également comme un outil de protection permettant à l'Union de résister face aux aléas sécuritaires et économiques de plus en plus nombreux.

Les droits de douane perçus aux frontières extérieures, les seules ressources propres, ne couvrent guère plus de 10 % des besoins de financement. Les 90 % restants sont couverts par les contributions versées par les États membres, réparties pour l'essentiel en fonction de la richesse relative de chaque pays.

Faute de flexibilité, l'Europe est dépourvue lorsque se produisent des événements imprévus ou des crises. Aujourd'hui, l'organisation institutionnelle présente ne permet pas à la zone euro d'apporter aux pays membres ce qu'on attend normalement d'une union monétaire.

Mais elle est également totalement déficiente en ce qui concerne la coordination et l'ajustement des politiques économiques. Le fonctionnement de l'Union économique et monétaire doit être amélioré, nos dirigeants ont trop freiné les compromis nécessaires.

**Nous avons besoin d'une Europe économique fédérée, d'une gouvernance économique renforcée et d'un véritable budget de la zone euro** parce c'est le gage de la stabilité et de la cohésion.

L'Europe a besoin d'identifier les prérogatives de souveraineté que les États membres ne sont plus en mesure d'exercer efficacement au plan national (Défense et sécurité, migrations, climats, économie numérique). Dans de nombreux domaines le niveau européen est évidemment plus pertinent et plus efficace.

Le conseil des ministres des finances européen, qui est aujourd'hui chargé de prendre des initiatives sur le plan économique, manque cruellement d'efficacité. Pour les matières requérant des votes à l'unanimité des États membres (par exemple en matière fiscale) il souffre d'un problème de représentativité car chaque pays est représenté par une personne, sans prise en compte du nombre d'habitants. L'Allemagne avec ses 80 millions d'habitants dispose de la même représentation que Malte et ses 440 000 habitants, cela empêche toute décision majoritaire apaisée.

Parce que le dumping social et fiscal auquel se livrent entre eux les États-membres constitue une violation flagrante de l'esprit de solidarité dans lequel s'est construite l'Union européenne et qu'elle fausse également le fonctionnement du marché intérieur, il est désormais indispensable d'agir concrètement pour **une plus grande harmonisation des législations nationales**

Les modèles fiscaux sont hétérogènes mais, l'Europe a besoin d'avancer vers un modèle social et fiscal qui permettra à terme d'établir une uniformité économique au sein de l'Union Européenne et ainsi d'éviter le dumping qui persiste encore dans la zone euros. **Il faut créer un agenda d'harmonisation fiscale et sociale.**

Il faut cesser la compétition au moins-disant fiscal. En matière fiscale, nous devons mettre en place, à l'image du serpent monétaire qui dans les années 1970 limitait les fluctuations entre elles des monnaies nationales, **un serpent fiscal définissant des assiettes standardisées et les bornes entre lesquelles les principaux taux d'imposition nationaux seront susceptibles de fluctuer, comme cela existe déjà en matière de fiscalité indirecte (TVA notamment), et qu'il est urgent d'étendre à la fiscalité directe des entreprises (impôt sur les bénéfiques)**. Notre objectif est de rapprocher

en dix ans les niveaux de fiscalité dans des limites acceptables. L'encadrement des taux ne peut se faire sans une assiette commune.

L'Europe a besoin de se doter d'une **politique d'appui pour opérer à la convergence et à la simplification nécessaire**. Parallèlement pour que cela puisse réussir il faut accompagner cette **montée de prélèvements obligatoires européens en la compensant par un allègement des prélèvements au plan national**. Les contributions des États membres seraient revues à la baisse en proportion. Dans cette perspective il faut également mettre en place une **assiette commune européenne d'impôt sur les bénéfiques des entreprises**.

Il faut **revoir très rapidement la réglementation européenne qui interdit aujourd'hui à un investisseur institutionnel (BPI, fonds, banques, etc.) d'investir dans une entreprise dont les fonds propres sont inférieurs à 50 % du capital social soit l'intégralité des startups**.

Il faut **avancer pour transformer le Mécanisme Européen de Stabilité en un Fonds Monétaire Européen**. Il apporterait son soutien à la stratégie économique de la zone euro.

Nous proposons de **mettre en place une TVA Européenne sur les importations extracommunautaires (cette TVA serait alourdie pour les entreprises non vertueuses en matière environnementale)**. Compte tenu de l'importance des échanges économiques avec des pays comme la Chine, les USA ou l'Inde, il est nécessaire de protéger le marché Européen. Une telle mesure pourrait encourager les acteurs économiques à consommer du « made in Europe ». Une manne financière qui pourrait donner un nouveau souffle au budget de l'Union Européenne et donner à l'institution de nouveaux champs d'actions, alors qu'un bon nombre d'États Européens peinent à équilibrer leurs dépenses.

Nous proposons **que deux points de pourcentage de la TVA soient transmis à l'Union européenne**. Cette partie de la TVA affectée à l'UE permettrait d'autonomiser le



budget des contributions nationales calculées sur le RNB et de redonner sa dimension communautaire à la partie recette du budget de l'Union.

Face aux plateformes et aux outils des géants américains comme Google, Facebook, Amazon ou Netflix, les régulations nationales ne pèsent pas grand-chose en matière fiscale comme en matière de promotion de la diversité culturelle. En la matière, il n'y a hélas pas de marché européen. Quand une startup américaine dispose immédiatement d'un marché unifié de près de 350 millions de consommateurs, L'Europe se compose d'un amas de petits marchés nationaux chacun avec leurs spécificités culturelles et réglementaires. Il n'y a donc ni de base large ni de levier.

Dans une économie qui se digitalise à travers des plateformes délocalisées qui excellent dans l'optimisation et qui semblent se jouer des frontières, c'est toute la matière fiscale qui risque de s'évaporer des États.

**Il faut réfléchir à la taxation des géants du numérique (GAFA et BATX) et établir une assiette fiscale commune:** Aujourd'hui, la facturation de services en ligne et les mécanismes d'érosion de bases fiscales, comme le versement de redevances, conduisent à faire échapper une large partie des profits réalisés par ces géants à l'imposition qui serait due s'ils étaient totalement localisés dans les pays où ils sont générés. C'est évidemment un problème d'équité majeur. **Nous proposons pour cela la création d'un statut fiscal d'établissement stable virtuel** (l'interaction électronique qui serait taxée sans prérequis d'une installation fixe, les entreprises seraient donc taxées partout où elles réalisent des profits et pas seulement dans les pays où elles ont établi leur résidence fiscale)

### **Redéfinir les règles des négociations commerciales**

L'union Européenne doit clarifier sa doctrine en matière de négociation commerciale. Les négociations entre l'Union Européenne et ses partenaires ne sont pas publiques, nous l'avons vu par exemple sur le CETA et le TAFTA. Nous

devons **avancer vers une politique commerciale pleinement assumée et transparente. Nous souhaitons la création d'une agence européenne commerciale chargée de mieux défendre les intérêts économiques et commerciaux européens.** Elle serait chargée de développer et de piloter une stratégie de défense commerciale face aux comportements agressifs ou non coopératifs de grandes puissances mais aussi **de piloter les marchés publics.** Cette agence associerait les parlementaires européens, les Etats membres et la société civile. A ce stade, seule la Commission négocie sur la base du mandat qui lui est conféré par les 28 au sein du Conseil européen. Cette agence serait également chargée de **réformer le fonctionnement du fonds européen d'ajustement à la mondialisation** pour accompagner les délocalisations et adapter le fonctionnement de ce fonds à destination des PME et des ETI en plus des grosses entreprises.

**Promouvoir l'Europe sociale :** il faut que l'intégration européenne rime avec de meilleures conditions de vie et de meilleurs parcours professionnels. Pour cela il faut que l'Europe avance vers plus de convergence dans les normes sociales, garantisse une mobilité équitable et investisse dans le capital humain.

**Derrière la libre circulation, l'Europe doit garantir une mobilité équitable. Il faut que l'Europe se dote de politiques transversales d'investissement dans le capital humain (éducation, formation, accompagnement, protection sociale, etc)**

Nous devons imaginer au niveau européen **une taxe commune sur les mouvements financiers**, qui alimenterait les caisses de Sécurité sociale des membres de l'Union. **Nous proposons** l'instauration d'une taxe de 0,1% sur les transactions de titres (actions et obligations).

Nous devons militer pour que le socle européen des droits sociaux se réalise en traductions concrètes, pour cette raison nous souhaitons la **réalisation d'une Charte Européenne des droits sociaux** qui constituerait un socle de droits sociaux contraignants comprenant une protection médicale garantie, un droit à la formation, un salaire européen plancher, des

normes de qualité de l'emploi, la sécurisation des parcours de transition de vie. Le droit européen n'obligeant pas les Etats membres à établir un système de couverture médicale de base : **nous proposons une CMU européenne.**

**Avec un guichet unique, une ouverture de droits uniques et un numéro de sécurité sociale unique,** les risques de fraude seraient mieux encadrés : cotiser dans un seul pays signifie percevoir les droits de ce pays.

Dans le même esprit, nous souhaitons **l'instauration d'un mécanisme central de financement de l'assurance chômage (l'assurance chômage européenne pourrait dans un premier temps être complémentaire à l'assurance nationale)**

La politique des prélèvements sociaux et des couvertures sociales devra également être progressivement harmonisée, en quinze ans, entre les différents pays de la zone euro. En attendant, afin d'éviter que la libre-circulation des salariés conduise à un dumping social inacceptable, les salariés et entreprises qui travaillent dans un pays de l'Union doivent cotiser et bénéficier des protections dans le pays où s'exerce leur activité.

**Nous voulons aller plus loin sur la révision complète de la directive sur les travailleurs détachés.** Il est nécessaire d'adopter une politique simple, dans un même pays : à travail égal, salaire égal **et surtout cotisations sociales égales.**

Pour permettre la réussite de cette refonte, il nous semble nécessaire d'avancer vers la création d'une **Agence européenne du travail dotée d'un véritable pouvoir de contrôle.** Compte tenu du nombre croissant de travailleurs circulant au sein de l'Union, il faut en effet **coordonner les systèmes d'inspection du travail des États membres. Elle servirait aussi de médiateur en cas de différends entre les autorités du travail nationales et permettra de s'attaquer réellement, au niveau européen, aux entreprises « boîtes-aux-lettres » qui se domicilient fictivement dans un Etat membre dans le seul but d'y payer moins de cotisations sociales.**

Par ailleurs, pour contrer le dumping social entre les États, nous souhaitons également **renforcer le dialogue social au niveau européen** afin de permettre d'élaborer des normes sociales. Il faut privilégier le travail de qualité, l'élévation des qualifications.

### **REPENDRE COLLECTIVEMENT AUX ENJEUX DE SECURITE ET AGIR SUR LES ENJEUX MIGRATOIRES**

L'Europe est le premier continent d'immigration au monde.

Nous avons besoin d'une Europe mieux axée sur l'action extérieure et sur la sécurité intérieure mais il reste un grand paradoxe : l'Europe a bâti un espace de libre-circulation sans des règles communes ni de mécanismes intégrés de gestion.

Face aux dangers et défis qui nous font face, nous devons être à la hauteur de nos responsabilités et être conscients qu'isolés nous sommes impuissants. L'Europe est la force ainsi que le socle de notre avenir et de notre sécurité. Il nous faut une Europe, puissance assumée y compris militairement pour préserver l'idéal humaniste qui fait l'identité de l'Union Européenne.

Les clauses de solidarité et d'assistance mutuelle entre les Etats, notamment en cas d'attaque terroriste, telles qu'elles sont décrites dans le traité de Lisbonne, doivent être assumées et ne doivent pas rester lettre morte ; il faut aller plus loin

Nos besoins ont évolué, face à un monde plus dangereux. Il nous faut enfin convaincre les autres pays de l'Union que nous devons prendre en charge notre propre défense, en nous fixant des objectifs progressifs, en instaurant enfin une politique de défense commune et aller encore plus vers des coopérations renforcées.

**L'Europe doit se donner les moyens de devenir un espace de sécurité commun.**

Pour devenir un espace de sécurité commun l'Europe doit avancer vers plus

**d'harmonisation tant au niveau de la coordination des services qu'au niveau de la gestion des données.**

Qu'il s'agisse du terrorisme ou du grand-banditisme, les enjeux de sécurité intérieure dont le cadre déborde des frontières nationales se doivent désormais de trouver une réponse européenne. A cette fin, la simple coopération judiciaire ne suffit plus. Si l'Europe a avancé pour la création d'un **Parquet Européen**, il reste trop concentré sur la fraude économique, il faut qu'il soit **compétent pour engager des poursuites devant les juridictions pénales nationales qui va mieux coordonner la lutte contre cette délinquance qui ne connaît pas de frontières**, alors que nos polices, elles, les subissent.

**Il faut poursuivre avec la création d'une Police Fédérale Européenne habilitée à poursuivre les grands trafics et criminels par-delà les frontières des Etats.** Il est nécessaire de mettre l'accent sur la lutte contre le trafic d'armes qui est en plein essor. Dans ce domaine il faut absolument **harmoniser les législations européennes mais aussi améliorer la coopération interétatique et travailler davantage avec Europol** afin de mettre une pression constante sur les trafiquants.

**L'Agence Européenne des garde-côtes et garde-frontières doit voir ses moyens renforcés, tant au niveau des moyens humains qu'au niveau opérationnel.** Frontex doit avoir des prérogatives plus larges et ne plus simplement agir comme coordinateur. Il faut également songer **hors période de crise** à la **pérennisation du Corps européen de garde-frontières.**

Il faut réformer le règlement de Dublin et mettre en place un **ministère européen des migrations et du droit d'asile avec des critères d'accueil cohérents et précis, fixé par chaque pays** en fonction de leur capacité d'accueil qui coordonne également de manière unifiée la politique d'asile. Une politique d'appui et de solidarité entre Etats doit être envisagée pour les réinstallations des demandeurs d'asile et éviter les errances migratoires.

**Il faut ajuster le Code Schengen afin qu'il puisse mieux encadrer l'activation de clauses de sauvegarde face à une menace terroriste durable** et faire un grand pas vers l'interopérabilité des données. Nous avons besoin de **créer un marché européen unifié des données** pour renforcer tant la sécurisation de celles-ci que la coopération entre services.

L'Europe doit aussi franchir le pas pour construire une défense européenne digne de ce nom.

**Il faut une défense européenne enfin assumée. L'Europe doit enfin se donner les moyens de construire une autonomie stratégique et une coopération opérationnelle. Pour cela l'Europe doit créer un Commissariat Européen de Défense.**

Afin de faciliter la coopération opérationnelle ce **Commissariat Européen de Défense permettrait une mutualisation des efforts de recherche, de développement et de production d'armements et mener de véritables stratégies industrielles à l'échelle de l'Union européenne.**

Seule une véritable coopération opérationnelle permettra aux européens de peser sur la scène internationale pour défendre leurs intérêts et leurs valeurs.

Peu d'Etats ont la capacité de répondre seuls à l'ensemble des besoins de défense. La complémentarité au niveau européen s'impose. Même si la France dispose de moyens capables d'assurer son autonomie stratégique, notre pays régulièrement fait appel à des soutiens extérieurs pour combler ses lacunes, principalement dans les domaines du renseignement et du transport stratégique.

**La « Base industrielle et technologique de défense européenne » (BITDE) doit être repensée pour enfin garantir une véritable autonomie stratégique européenne.**

Le périmètre de la PSDC apparaît bien réduit dans de nombreux domaines capacitaires, **il faut le revoir et lui donner beaucoup plus de cohérence.**

Même si des progrès sont en cours, le budget européen ne finance encore pas suffisamment de dépenses en recherche-développement d'équipements de sécurité. Il faut travailler des **contributions étatiques plus équitables qui permettent de renforcer le fonds européen de défense**. Le fonds européen de défense doit d'ailleurs ne pas être prisonnier de procédures mais se concentrer sur la dimension opérationnelle.

Il est nécessaire d'optimiser le processus décisionnel en lui pour lui donner les capacités de réagir en cas d'urgence : **les règles d'engagement doivent être harmonisées pour devenir plus optimales**.

Nous voulons proposer la **représentation directe de l'Union européenne au sein du Conseil de sécurité**, dans le cadre d'une réforme plus large de la Charte des Nations unies garantissant la représentation au Conseil sécurité des puissances émergentes mais également des organismes de coopération régionale tels que l'Union Africaine.

### **CONSTRUIRE UNE EUROPE NUMERIQUE, UNE EUROPE DE LA RECHERCHE ET UNE EUROPE DE L'INNOVATION**

Pour faire face aux grands enjeux d'innovation et de développement, l'Europe doit **développer ses pôles de compétence et de recherche stratégique et scientifique**

Nous ne pouvons que constater l'absence d'une politique de l'innovation forte au sein de l'Union Européenne.

Nous devons faire de notre continent **un pôle d'excellence, en s'appuyant sur le triangle de l'enseignement, de la recherche et de l'innovation**.

**La Commission Européenne doit approfondir ses réflexions sur le budget accordé aux sciences et aux technologies**. Nous devons absolument **instaurer un espace européen de recherche et favoriser les échanges entre chercheurs européens**.

Plusieurs pays européens sont précurseurs dans différents domaines. Exploitions ces compétences et travaillons ensemble en encourageant la création de centre de recherche et de développement à l'échelle européenne où toutes les nationalités de notre continent seraient représentées. **Il faut que l'Europe se dote de « CNRS européens »**.

A nous de favoriser la recherche sur le long terme et sur de grands projets. En matière de technologie et de numérique, les USA ou la Chine ont une longueur d'avance.

**Il faut construire une véritable politique industrielle européenne qui tienne compte des intérêts industriels des pays concernés**

L'Europe a besoin de pénétration des technologies, nos principes juridiques ne doivent pas être une entrave pour répondre aux défis des mastodontes de la technologie.

Une **programmation pluriannuelle de la compétitivité (tous les 3 ans)** avec toutes les parties prenantes pourrait dessiner une vision stratégique des besoins prévisionnels et drainer des programmes de recherche et d'innovation, de formation, de financements, de services publics et d'infrastructures.

La politique de rapprochement fiscale européenne et doit aussi être incitatrice : il faut dresser un bilan d'ensemble de la fiscalité des activités industrielles et des aides. **Les incitations fiscales destinées au développement doivent être adossées à une politique de l'emploi, de recherche et de développement et de formation**.

L'industrie pharmaceutique doit être encouragée **il faut construire une souveraineté européenne pharmaceutique**

**L'Europe est aujourd'hui reléguée au rang de témoin de la révolution digitale**. Il est important d'encourager le développement des start-up en **alimentant les fonds européens dédiés à l'innovation, afin de contribuer à la création de « Google » ou d' « Amazon » Européens**.

Europe doit mobiliser ses budgets de recherche et de développement à destination du numérique, de l'intelligence artificielle et de la robotique.

**Il faut créer un club des géants numériques européens** qui puisse devenir un pôle d'excellence des ambitions numériques européennes (comme Le Bon Coin, Qwant, OVH, Whaller etc)

Les GAFAs doivent s'adapter à nos règles et pas l'inverse : Sur la gestion des données personnelles, il apparaît nécessaire d'**encadrer au niveau européen leur traitement et les process de stockage**

- **L'Union européenne doit développer sa propre politique Cybersécurité** : « La cyber-activité malveillante constitue une menace non seulement pour nos économies et la progression vers le marché unique numérique, mais aussi pour le fonctionnement même de nos démocraties, pour nos libertés et pour nos valeurs. Notre sécurité future dépend de la manière dont nous adapterons notre capacité à protéger l'UE des cyber-menaces. Il s'agit donc de défendre et renforcer l'approche ambitieuse en matière de cybersécurité voulue par l'UE. Si les États-membres demeurent responsables de la sécurité nationale, l'ampleur et la nature transfrontière de la menace plaident nettement en faveur d'une action de l'UE. **Nous proposons donc de créer une véritable Agence de cybersécurité de l'UE avec un rôle plus important** : au-delà d'aider les États membres à mettre en œuvre les directives, elle aurait également un rôle à jouer dans la coopération opérationnelle et la certification de cybersécurité des technologies de l'information et des communications. Le paquet contient en outre la création d'un cadre européen de certification des dispositifs informatiques qui permettra de garantir aux consommateurs la fiabilité des systèmes qui pilotent de nombreuses infrastructures clés (réseaux d'énergies, voitures connectées, etc.). Enfin, nous proposons également la **création d'un Centre européen de recherche et de compétences en matière de cybersécurité.**

## FAIRE RAYONNER L'EUROPE ET SES VALEURS

L'Europe a besoin de convergence : celle-ci doit se faire au niveau de ses États membres sur un socle de valeurs communes et tous ses membres ont vocation à se rassembler sur un idéal social de progrès et de niveau de vie, pour cela il faut impérativement **renforcer le sentiment d'appartenance à l'Europe.**

L'Union Européenne manque de stratégie diplomatique.

**Nous voulons mutualiser les moyens diplomatiques et consulaires.**

Si il existe un Service européen pour l'action extérieure (SEAE), chaque État membre garde ses prérogatives en matière de diplomatie. **Une meilleure coopération entre les services diplomatiques de chaque États avec le SEAE** paraît nécessaire pour une meilleure complémentarité. De même, le rassemblement de nos ambassades avec les services des SEAE sous un même toit et la mutualisation des moyens, pourrait à la fois gager d'efficacité et d'économies.

Par les valeurs qui s'y attachent le projet européen est porteur d'un message à la fois universel et unique dans l'histoire, c'est pourquoi **il appartient aux Européens de mettre cette capacité de rayonnement sur la scène internationale**

Au-delà des négociations commerciales, dont la conduite se doit d'être réexaminée dans le sens d'une meilleure prise en compte des intérêts européens, **la politique étrangère commune nécessite que soient enfin définis de façon partagée les intérêts stratégiques de l'Union.**

Nous devons trouver les voies pour démocratiser l'Europe, à commencer par **la Commission européenne. Il faut qu'elle soit désignée par le Parlement européen, plus par les gouvernements. Il faut une deuxième chambre européenne, une sorte de Sénat qui puisse représenter les Parlements nationaux. Et nous devons maintenir dans notre Constitution le fait que tout nouvel élargissement soit soumis aux Français par référendum**

**Favoriser la démocratie européenne c'est également donner une plus grande capacité aux citoyens pour lancer des initiatives, interpellier les représentants, engager des débats**

L'Europe ne doit plus donner le sentiment d'être une machine contre laquelle on ne pourrait rien faire.

**Il apparaît primordial de renforcer les droits des citoyens, mieux les informer sur ces droits et consolider les liens entre Européens.**

De même, l'accès à une diversité de parcours de formations qui favorise les mobilités, rendent l'Europe plus concrète aux yeux des citoyens et permettent d'ajouter des compétences, est un élément important de démocratisation de l'UE. Si Erasmus est un succès, il faut le développer non seulement comme ce sera le cas bientôt **avec ERASMUS+ au niveau de l'apprentissage mais également au niveau de l'ensemble des parcours scolaires**. Si, par le succès qu'il rencontre, Erasmus n'est déjà plus l'exception, il nous appartient de faire en sorte qu'il devienne demain la règle en matière de formation au sens large (BEP, CAP, etc)

On reproche à l'Europe d'être loin de ses citoyens et de n'être représentée qu'à Bruxelles ou Strasbourg.

L'Europe doit accompagner les citoyens européens en se déployant sur l'ensemble du territoire européen. Des **centres d'information sur l'Europe (CIE) doivent être créés** et couvrir un maximum le territoire européen avec la **création de conseillers européens qui sensibilisent tant la population que les étudiants, les entrepreneurs sur l'accompagnement et l'action européenne**.

Ainsi, chaque fonctionnaire européen doit être mobile (et avoir une obligation dans son parcours professionnel de se consacrer à l'information européenne – 3 à 6 mois tous les 10 ans) et pouvoir se rapprocher des citoyens européens et présenter ses activités et son rôle. Cela démystifierait l'image de l'agent bruxellois loin du peuple

Inversement il faut **intensifier les efforts de la part des Etats-Membres pour « expliquer l'Europe »**. Il faut faire vivre l'actualité du projet européen

- **Nous souhaitons un « CSA européen »** : les débats et informations sur les questions européennes sont très peu traités par les médias de masse. Très peu de citoyens sont informés sur les débats qui ont lieu au Parlement européen, les lois qui y sont votées, contrairement à ce qui pourrait se passer dans un Parlement national. Et pourtant, rien n'est caché : toute l'information est disponible mais les grands médias nationaux ne prennent pas la peine d'aller relayer et analyser le travail du Parlement. De plus, toutes les références médiatiques sont faites lors des réunions du Conseil, c'est-à-dire lorsque les Chefs d'Etat et de gouvernement se retrouvent. Cela prouve bien qu'une vision purement inter-gouvernementale de l'Europe est donnée aux citoyens. Il faudrait donc que tous les médias s'engagent (au travers par exemple d'une charte ou d'un accord) auprès des Etats-Membres pour diffuser et informer selon une fréquence régulière sur les questions européennes. Et ce afin que la question européenne puisse faire partie du quotidien des citoyens.

**Nous prônons l'instauration d'une carte d'identité européenne**. Il est nécessaire de marquer une identité européenne commune, dans un continent où la liberté de déplacement et d'installation est censée être garantie. Au niveau sécuritaire, cette idée peut permettre de simplifier les démarches de contrôles d'identités (biométrie uniformisée).

## **GARANTIR LA QUALITE ALIMENTAIRE ET SANITAIRE**

Nous devons **poursuivre l'harmonisation des normes au niveau européen** en leur donnant du bon sens, plutôt qu'une superposition il faut mieux veiller à l'application homogène des normes qui relèvent déjà du niveau européen.

Pour coordonner cette harmonisation, il nous semble pertinent de **créer une agence de sécurité sanitaire et alimentaire pour promouvoir la traçabilité et la qualité**.

Elle veillerait à l'amélioration du système de partage d'informations et à l'extension des plans coordonnés de contrôle. A ce jour, l'agence européenne chargée de l'évaluation des risques alimentaires (EFSA) n'émet que des avis et n'a pas de pouvoirs contraignant, et ne remplit pas ses fonctions en toute indépendance vis-à-vis d'intérêts privés disposant de moyens très importants (on l'a par exemple vu avec le glyphosate)

**Nous voulons interdire l'accès à l'Union européenne des produits ne satisfaisant pas aux normes communautaires sanitaires, sociales ou environnementales.**

Il est important **d'améliorer la traçabilité des produits importés au niveau européen**. L'outil numérique permet aujourd'hui de d'utiliser les possibilités offertes par les nouvelles technologies et le big data. Le but est de renforcer la lutte contre le dumping social environnemental et fiscal.

#### **PERMETTRE AU MONDE AGRICOLE DE S'ADAPTER**

Aujourd'hui, les exploitations de taille intermédiaire, qui maintiennent une logique de production conventionnelle qui avaient été grandement aidées par la PAC sont les grandes perdantes des évolutions agricoles actuelles. Elles sont pleinement victimes de la concurrence extra et intra-européenne et peinent à se reconverter vers des filières de production alternatives.

**Nous voulons réformer la PAC avec une remise à plat courageuse et intelligente.** Elle est aujourd'hui trop bureaucratique et tournée vers le respect des règles plutôt que sur les résultats.

**La PAC doit mieux s'appuyer sur des objectifs précis de qualité et de productions génératrices de valeur ajoutée. La PAC doit soutenir l'investissement et l'innovation dans le domaine agricole ainsi que l'agriculture de précision.** L'agriculture européenne doit tant viser l'autosuffisance que la qualité dans l'export de produits différenciés à forte valeur ajoutée.

L'Europe doit également faciliter **la transition agroécologique par une politique d'aide ciblée** : les recettes des taxes environnementales doivent être redistribuées au secteur agricole afin de favoriser de meilleures pratiques.

#### **FAIRE DE L'ENVIRONNEMENT UNE PRIORITE EUROPEENNE**

Parmi les autres priorités européennes figurent l'énergie et l'environnement. **La transition climatique doit être pensée à l'échelle européenne.**

**L'Europe doit adopter une vision positive de la transition énergétique en dopant ses mesures tournées vers la croissance verte.**

La qualité de l'air, les changements climatiques, les ressources en eau. Les pollutions ne connaissent pas de frontières. C'est donc au niveau du continent qu'une politique environnementale efficace devrait être entreprise, aussi bien pour la recherche que pour l'action. Nous n'avons pas été capables de définir une politique commune dans ce domaine, c'est un nouveau pilier à bâtir.

Pour avancer sur les objectifs, **nous proposons dans certaines limites et conditions précises que les financements destinés à la lutte contre le changement climatique puissent être, exclus des critères de déficit et de dette publics de Maastricht.**

Le ralentissement de la production d'énergies fossiles, y compris nucléaire, a fait augmenter l'importation d'énergie. En 2016, l'Union Européenne a importé plus de la moitié (53,6 %) de l'énergie qu'elle a consommée pour un coût d'environ 400 milliards. Nous avons besoin d'une politique énergétique commune. Cela passe en premier lieu par une meilleure utilisation des sources d'énergie de l'Union qui s'appuie sur une diversification des énergies et des sources d'approvisionnement.

**Nous appelons à un plan de coordination énergétique européen.** Tout en accélérant l'innovation en matière d'énergie propre, **il faut assouplir les barrières techniques ou réglementaires pour que les sources**

**d'énergie circulent plus librement** et qu'il y ait moins de disparités entre les Etats. Les réseaux électriques, les gazoducs qui ont été construits à l'échelle nationale souffrent de nombreuses difficultés d'interconnexions transfrontalières qui entravent les capacités d'une avancée vers une plus grande souveraineté énergétique européenne.

Le prix du carbone étant devenu très bas, nous prônons également la mise en place d'une **taxe carbone aux frontières européennes** qui pèserait sur les importations issues d'industries polluantes pour qu'il y ait une meilleure équité entre les producteurs européens et leurs concurrents. De la même manière nous demandons la **suppression de toute aide aux énergies carbonées**.

**L'Europe doit aussi avancer dans la gestion des déchets** : il faut avancer vers plus de politiques communes de tri, de recyclage, de traitement et de lutte contre le gaspillage.

De nombreux sites et espèces sont menacés. Nous appelons à une meilleure action pour la préservation de la biodiversité en gérant mieux le réseau Natura 2000. Les autorités ont besoin de **meilleure coordination, mais également d'indicateurs de performance**.

## DEVELOPPER DES TRANSPORTS MODERNES ET DECARBONES

**Nous voulons de véritables réseaux transeuropéens de transport durables et intelligents.**

Il faut avancer dans la création d'un espace européen de transport en poursuivant la libéralisation du secteur et en travaillant sur une **meilleure interconnexion des différents modes de transport et favoriser le transport décarboné en soutenant la recherche et développement dans ce secteur** (batteries, filière hydrogène, biocarburants)

- **Réformer le ferroviaire :**

En 2018, 10 ans après le premier paquet ferroviaire, les améliorations apportées contre le déclin du rail sont très contrastés

Le transport ferroviaire n'a pas su se moderniser

- Entre 1996 et 2008, la part du fret ferroviaire a décru de près de 2%, pour se fixer à 10,8%, tandis que le fret routier a augmenté de 42,1 à 45,9% et ce alors même que le transport de marchandises gonfle sans discontinuer d'environ 2,3% chaque année.

Les services ferroviaires transnationaux se heurtent toujours à de nombreux obstacles techniques, juridiques et politiques.

Il reste trop de divergences entre les réglementations nationales et la mise en œuvre déficiente du premier paquet ferroviaire dans beaucoup d'États membres.

Il y a un réel manque d'investissements des États membres dans l'infrastructure ferroviaire, alors que c'est un gage de compétitivité du secteur (de nombreux États membres ont négligé le financement du rail, alors que, parallèlement, ils soutenaient au maximum l'infrastructure routière.)

- > mesures : **promouvoir l'investissement dans le développement et l'entretien des infrastructures ferroviaires**
- Moderniser la législation en supprimant les dispositions obsolètes et en insérant de nouvelles dispositions qui correspondent mieux au fonctionnement du marché aujourd'hui (nouveaux entrants, détention totale ou partielle de l'infrastructure par l'État, etc.).
- revitaliser le secteur du rail et le rendre encore plus compétitif vis-à-vis des autres modes de transport en réduisant les coûts administratifs.

## Désenclaver



**Revoir le découpage du Réseau transeuropéen de transport (RTE-T) pour garantir la cohésion territoriale en Europe** : il est essentiel que la prochaine révision du RTE-T prévue pour 2023, intègre la nécessité de désenclaver les régions périphériques. Le RET-T doit devenir un instrument de cohésion territoriale au sein de l'UE et non plus un outil validant et finançant des axes existants et déjà pérennes.

### **BATIR UNE STRATEGIE DE CO-CROISSANCE ENTRE L'EUROPE ET L'AFRIQUE**

L'Afrique peut aussi être une chance formidable de développement pour l'Europe et pour le monde si elle parvient à réunir les moyens de son développement, notamment par l'accès à une énergie indispensable et facilement renouvelable. Les valeurs humanistes de l'Union, l'histoire commune avec ce continent que partagent de nombreux pays de l'Union, nos intérêts stratégiques et notre potentiel de croissance économique **font un devoir à l'UE d'en faire une politique prioritaire.**

L'Europe doit refonder le cadre de sa coopération avec l'Afrique. L'Accord de Cotonou signé en 2000, repose sur trois piliers : les relations commerciales, la coopération au développement et le dialogue politique. Notre partenariat tombe dans la désuétude. Nous devons sortir des relations marquées par l'histoire coloniale et prendre en compte le nouveau contexte de cette région du monde.

D'ici 2050, la population Africaine devrait doubler pour atteindre 2,4 milliards d'habitants. Autant d'opportunités intellectuelles, académiques et économiques.

Le temps presse ! Face aux Chinois qui investissent à grande vitesse sur l'ensemble du continent Africain, ayant d'emblée compris l'enjeu de croissance qui se cache derrière les ressources et à côté des Indiens, des Américains, des Russes, qui ont construit les bastions de leur influence, l'Europe en tant que telle ne peut pas rester aussi absente du Continent de l'avenir !

Inspirons-nous de ce qui s'est fait à la sortie de la deuxième guerre mondiale avec le plan Marshall afin de reconstruire et de développer

un continent qui présente tant d'atouts. Sortons des politiques d'aide financière héritées de l'époque coloniale, peu efficace et en contradiction avec les nécessités du terrain. Celles-ci entraînent un faussement du marché, une dépendance des Etats.

Afin d'être performante, **une politique de développement doit viser en priorité l'éducation. C'est l'éducation qui permettra à l'Afrique de s'émanciper, de créer des compétences et de l'activité économique.** Il est nécessaire d'encourager l'émergence d'une population africaine instruite, active et au centre de l'excellence mondiale. Nous pourrions par exemple favoriser les **jumelages entre les universités européennes et africaines afin d'exporter vers le continent africain nos compétences et notre savoir-faire.**

Il est vital de **développer le partenariat public-privé afin de d'encourager des grands projets comme l'électrification du continent, la création de points d'eau où la modernisation des infrastructures.** Rappelons que la production totale d'énergie est inférieure à celle de l'Espagne. Si rien n'est fait, l'Afrique risque d'être l'unique région de la planète où le nombre de personnes privées d'accès à l'électricité devrait augmenter, selon l'Agence internationale de l'énergie.

**La transformation numérique de l'Afrique est également un enjeu majeur,** les bailleurs de fonds et les Etats ayant tendance à privilégier des grands projets d'infrastructures physiques.

A nous de changer notre modèle de coopération avec l'Afrique. **L'Europe doit instaurer avec l'Afrique un partenariat politique ambitieux. Le dialogue doit être axé sur des enjeux prioritaires : tels que les migrations, la démocratie, la paix, des relations commerciales équitables entre l'UE et l'Afrique, les conflits miniers, la lutte contre le terrorisme et l'insécurité, l'accès des femmes et des jeunes au marché du travail.**